

RENTREE SOCIALE : LA CGT VEUT TRANSFORMER LA COLERE EN MOBILISATION

À l'issue de son assemblée générale de rentrée, l'Union départementale CGT de l'Aube a tenu une conférence de presse à laquelle La Dépêche de l'Aube était présente. Entourée des membres du bureau de l'UD, sa secrétaire générale, Sylvie Gateau, a dressé le bilan des préoccupations remontées des syndicats et présenté les principales échéances d'une rentrée sociale que la CGT entend placer sous le signe de la mobilisation.

PAR CAMILLE LAINÉ

Le pouvoir d'achat au cœur des préoccupations

Premier constat : le pouvoir d'achat reste au cœur des inquiétudes. La hausse du coût de la vie, et notamment des carburants, de l'énergie et de l'alimentation, pèse toujours plus lourdement sur les salariés. Dans un département rural comme l'Aube, où la voiture reste souvent indispensable pour aller travailler, la flambée des prix à la pompe vient encore réduire des budgets déjà contraints. Pour la CGT, les primes ponctuelles proposées ici ou là ne peuvent constituer une réponse durable : la priorité demeure l'augmentation des salaires.

La question de l'accès aux soins s'est également imposée dans les discussions. Aux difficultés déjà importantes pour trouver un médecin généraliste ou un spécialiste sur le territoire s'ajoute désormais le coût des soins. L'UD CGT de l'Aube alerte sur une situation dans laquelle les plus modestes risquent de renoncer davantage encore à se soigner. Une réalité que le syndicat met en regard de l'accumulation des richesses par une petite partie de la population et de la nécessité, selon lui, d'en assurer un meilleur partage.



Construire le rapport de force

Face à cette situation, la CGT veut construire le rapport de force au plus près des entreprises et des services. Pour l'organisation, les salariés ne peuvent déléguer la mobilisation aux seuls syndicats : c'est collectivement, dans les lieux de travail, que doivent se construire les revendications. Les fortes mobilisations récemment observées dans le secteur de l'énergie sont citées comme la démonstration que la grève peut encore contraindre les employeurs et le gouvernement à ouvrir des discussions.

Plusieurs rendez-vous doivent désormais rythmer la rentrée. Services publics, protection sociale, organismes sociaux ou encore cheminots : l'objectif affiché est de faire converger les revendications. L'Union Départementale compte également prendre part aux mobilisations autour du climat, de la paix et des libertés. Une convergence qui dépasse le seul cadre syndical et rassemble associations et organisations engagées sur ces questions.

Cette rentrée sera aussi celle de la préparation des élections professionnelles dans la fonction publique. Un rendez-vous important pour la CGT, qui entend profiter de la campagne pour aller à la rencontre des agents, faire connaître ses revendications et renforcer son implantation.

Combattre les idées d'extrême droite

Enfin, la conférence de presse a largement abordé la progression de l'extrême droite. Face aux scores du Rassemblement national et à l'approche de l'élection présidentielle, la CGT assume son opposition à ses idées. Pour l'UD CGT de l'Aube, le travail syndical doit notamment consister à discuter avec les salariés et à confronter le discours social du RN à ses votes. Elle dénonce une formation qui prétend défendre les travailleurs tout en détournant, selon elle, la colère sociale vers les étrangers et l'immigration.

Pouvoir d'achat, salaires, santé, services publics, libertés : les motifs de colère ne manquent donc pas. Mais du côté de l'UD CGT de l'Aube, pas question de céder à la résignation. Le bureau dit percevoir une colère croissante et espère désormais parvenir à la transformer en mobilisation. Avec une conviction répétée lors de cette conférence de rentrée : les avancées passeront par l'action collective.

Romilly-sur-Seine

L'ANNULATION DU SCRUTIN REQUISE, FETHI CHEIKH CONFORTÉ

DE NOTRE CORRESPONDANT À CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

L'audience du jeudi 17 septembre devant le tribunal administratif était particulièrement attendue à Romilly-sur-Seine. Deux recours liés aux dernières élections municipales étaient examinés. Le rapporteur public a présenté des conclusions différentes dans chacune des affaires.

Dans la première, qui portait sur une demande d'annulation de l'élection municipale, le rapporteur public a conclu à l'annulation du scrutin. Si le tribunal suivait ses conclusions, sa décision aurait des conséquences directes sur la situation politique municipale.

La seconde affaire concernait plus particulièrement Fethi Cheikh, conseiller municipal dont l'éligibilité était contestée par la préfecture en raison de son activité professionnelle.

Dans ce dossier, le rapporteur public a proposé le rejet du recours préfectoral. Ses conclusions vont ainsi dans le sens de la défense de l' élu communiste, qui soutient depuis le début de la procédure que son activité professionnelle est compatible avec l'exercice de son mandat de conseiller municipal.



Cette position constitue une étape importante dans le contentieux qui oppose depuis plusieurs mois la préfecture à l' élu romillon.

Toutefois, aucune des deux affaires n'est encore définitivement tranchée. Les conclusions du rapporteur public constituent un avis juridique indépendant présenté à la formation de jugement. Elles ne préjugent pas de la décision que rendra le tribunal administratif.

À Romilly-sur-Seine, l'attention se porte désormais sur les décisions du tribunal administratif, qui permettront de connaître l'issue de ces deux recours.

QUAND ROULER DEVIENT UN LUXE

À chaque passage à la station-service, c'est la même grimace, le même soupir résigné. Pour des millions de ménages, insérer sa carte bancaire dans l'automate est devenu une véritable épreuve. Pris en étau entre tensions géopolitiques et fiscalité toujours lourde, le prix des carburants atteint des niveaux devenus insupportables pour beaucoup.

Pour la grande majorité des Français vivant en zone rurale ou périurbaine, la voiture n'est pourtant pas un luxe. Elle est indispensable pour travailler, faire ses courses, conduire les enfants à l'école. Et quand le plein augmente, c'est tout le budget familial qui trinque.

Vingt, vingt-cinq euros de plus pour remplir le réservoir : il faut bien les trouver quelque part. Alors on rogne sur les loisirs, les sorties, on traque les promotions, on repousse certains achats, on se restreint sur tout. Pendant ce temps, les géants pétroliers, eux, ne semblent guère connaître la crise.

Difficile, dans ces conditions, de ne pas voir monter un profond sentiment d'injustice. Pour beaucoup d'automobilistes, l'État apparaît comme l'un des grands bénéficiaires de la flambée des prix, tout en refusant toujours d'agir véritablement sur les taxes et le prix payé à la pompe.

Les aides ciblées ne suffisent pas davantage à calmer la colère des secteurs professionnels les plus touchés. Transporteurs, artisans, agriculteurs et tous ceux pour qui rouler est une nécessité maintiennent la pression.

La colère gronde. Les appels à la mobilisation se multiplient. Fabien Roussel appelle les Français à se mobiliser.

Et le souvenir des Gilets jaunes revient forcément dans les esprits. À force de laisser monter la facture et de ne pas répondre à la détresse de la population, le risque de blocage social grandit.

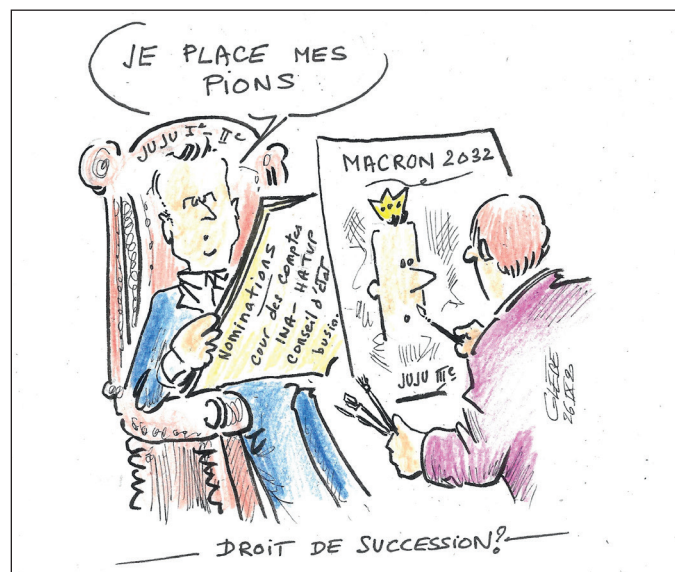
Le gouvernement est désormais au pied du mur.

FONCTION PUBLIQUE SALAIRES CONDITIONS DE TRAVAIL ÇA NE PEUT PLUS DURER !

Mardi 29 septembre
Grève et manifestations

À l'appel de toutes les organisations syndicales
Rendez-vous à 13h30 devant la Préfecture - Troyes

L'Oeil de GLEBE



www.aubeane.fr

Aubeane
MUTUELLE DE FRANCE

Votre mutuelle de proximité

100% HUMAIN
SOLIDARITÉ
ABSSENCE DE SÉLECTION
PAS D'ACTIONNAIRES
SANS LIMITE D'ÂGE

03 25 79 10 43

aubeane

TROYES 59 bd Bianqui
ROMILLY-SUR-SEINE 35 Rue Gornet Bouvin
BAR-SUR-AUBE 157 Rue nationale

